

«Notre réseau fonctionne»



Entretien avec Hans Wicki,
conseiller aux États et président
de Constructionsuisse

Hans Wicki, après les deux dernières années déjà particulièrement éprouvantes, les pénuries d'approvisionnement et la volatilité des prix sont désormais devenues des sujets préoccupants récurrents. Comment gérez-vous ces situations difficiles?

Sur le plan politique, il faut travailler à construire et à consolider son réseau pendant les périodes fastes, aux fins de pouvoir agir avec succès dans les temps difficiles. Il est alors possible de trouver des solutions au-delà des clivages partisans et de réagir rapidement pour l'économie. En ce qui concerne le secteur de la construction, nous pouvons être fiers du travail accompli – notre réseau fonctionne bien et la branche peut faire valoir ses revendications auprès du Parlement. La période intense de la pandémie a en outre prouvé que le secteur de la construction était un solide pilier de l'économie suisse. En sachant improviser et faire preuve d'innovation, nous sommes parvenus à maintes reprises à atténuer les restrictions, les retards de livraison et la volatilité des prix.

«Constructionsuisse est convaincue que le dialogue est plus productif que la confrontation.»

au

L'année 2023 promet elle aussi d'être exigeante. En 2022 déjà, la guerre en Ukraine a eu pour la région et le reste de l'Europe de graves répercussions sur l'approvisionnement énergétique et les chaînes logistiques. Comment le secteur de la construction réagit-il dans ce nouveau contexte?

Ma réponse prolonge la précédente question. Les entreprises, et les maîtres d'ouvrage avec eux, ont eu la bonne réaction. Les deux parties ont abordé les défis très tôt et les ont relevés ensemble, dans un esprit de partenariat. En tant qu'organisation faîtière, Constructionsuisse s'est engagée dans ce sens. De concert avec les organisations de maîtres d'ouvrage que sont la Conférence de coordination des services de la construction et des immeubles des maîtres d'ouvrage publics (KBOB) et la Communauté d'intérêts des maîtres d'ouvrage professionnels privés (IPB), nous avons lancé un appel ([constructionsuisse.ch](https://www.constructionsuisse.ch)) à une collaboration pragmatique et partenariale sur les projets, notamment au vu des difficultés d'approvisionnement et de la flambée des prix. Nos membres, parmi lesquels [suisse.ing](https://www.suisse.ing), ont participé activement à l'élaboration de recommandations concrètes axées sur la pratique.

Le nouveau droit des marchés publics sera également à votre agenda. Comment soutenez-vous le changement de culture vers davantage de durabilité?

Nous travaillons étroitement avec nos associations membres dans tous les sous-secteurs et avons pu, l'an passé, poser deux importants jalons. Premièrement, Constructionsuisse a publié avec Mario Marti, avocat et secrétaire général de

[suisse.ing](https://www.suisse.ing), une aide juridique (éd. Stämpfli Verlag) à la mise en application du droit révisé. L'ouvrage stimule le dialogue sur le sujet et fournit par exemple une base solide à l'examen du critère d'adjudication relatif à la durabilité. Deuxièmement, nous avons lancé avec le soutien d'associations membres intéressées un monitoring des marchés publics. L'avancée de la mise en œuvre du nouveau droit est mesurée moyennant une analyse pointue des appels d'offres effectuée en temps réel et étayée par des données. Nous créons ainsi une base de discussion pour sensibiliser aux changements les services d'achat et les soumissionnaires. Par ailleurs, nous collaborons autant que possible à l'élaboration des recommandations et autres instruments de la KBOB à l'attention des services d'achat, comme c'est le cas pour le critère de la durabilité.

Le secteur de la construction est-il toujours à l'unisson avec les maîtres d'ouvrage publics ou d'autres autorités?

Non, loin de là. Or Constructionsuisse est convaincue que le dialogue est plus productif que la confrontation. C'est la raison pour laquelle nous nous sommes par exemple adressés directement et ouvertement au secrétariat de la Commission de la concurrence (COMCO), dès lors que nous avons eu vent en fin d'année d'une évaluation du critère de la fiabilité du prix. Notre groupe de travail dédié au droit des marchés publics a élaboré avec le concours de Mario Marti un état des lieux, que nous avons présenté à la COMCO, engageant ainsi un dialogue.

Ce critère d'adjudication fait d'ailleurs l'objet depuis 2020 déjà de discussions intensives au sein de groupes de travail communs avec la KBOB et a été examiné à l'aune des expériences tirées de la pratique. Il en a résulté la description d'un modèle – mis à la disposition des services d'achat – reposant sur l'idée sous-jacente que les offres à bas prix ne sont pas fiables, dans la mesure où elles génèrent habituellement un dépassement des coûts imputable à des avenants ou à des litiges. Le critère de la fiabilité du prix entend ainsi promouvoir une nouvelle culture d'adjudication.

Permettez-moi de rappeler ici – indépendamment de cet exemple – l'importance du dialogue entre industrie et maîtres d'ouvrage. La mutation accélérée que nous vivons implique de grandes tâches communes, comme entre autres rajeunir le parc immobilier et infrastructurel en termes d'émissions et de durabilité. Il convient en l'occurrence, pour chaque objet de construction, de se concentrer sur la durabilité dans les piliers économique, environnemental et social. Et pour ce faire, acquéreurs et fournisseurs doivent tous tirer à la même corde.

En quoi consiste cette mutation et comment devons-nous l'aborder?

Ma liste ne prétend pas être exhaustive et vise uniquement à esquisser l'ampleur des défis auxquels nous-mêmes, en tant qu'industrie, sommes aujourd'hui confrontés et le serons encore dans les années à venir. Notre contribution pour répondre aux objectifs nationaux de durabilité sera notamment de nous orienter toujours davantage vers une construction à faible émission, circulaire et respectueuse des ressources, et de ramener notre chaîne de valorisation à zéro émission nette. Les outils numériques, telle la modélisation des données du bâtiment (BIM), se développent à un rythme effréné: ils proposent de nouvelles façons de collecter et de partager des données, tout comme ils permettent d'aborder les processus et méthodes sous un angle neuf. D'autres conditions cadres marquent le secteur de la construction de manière plus intense encore qu'au cours des dernières décennies et les projets ne cessent de se complexifier. L'augmentation de la population modifie en outre les exigences en matière d'habitat et de travail, et appelle une densification urbaine. Le changement climatique toujours plus manifeste, avec comme corollaire des étés caniculaires plus fréquents, des précipitations plus fortes et des sécheresses plus sévères, réclame un parc immobilier et infrastructurel résistant. À quoi viennent s'ajouter, comme autant de défis supplémentaires déjà évoqués ici, les ruptures d'approvisionnement et la volatilité des prix de l'énergie ainsi que l'instabilité générale accrue de l'économie mondiale et financière.

«Constructionsuisse est persuadée que nous ne pourrions faire face à cette complexité croissante dans la construction et la gestion des immeubles et des infrastructures que si nous nous coordonnons et travaillons main dans la main, et que toutes les parties prenantes affichent les mêmes valeurs et objectifs.»

Il nous faut resserrer les rangs. Constructionsuisse est persuadée que nous ne pourrions faire face à cette complexité croissante dans la construction et la gestion des immeubles et des infrastructures que si nous nous coordonnons et travaillons main dans la main, et que toutes les parties prenantes affichent les mêmes valeurs et objectifs. Je considère d'ailleurs ces défis comme une opportunité pour notre branche. Nous devons certes fournir beaucoup d'efforts, mais pouvons concourir à façonner la qualité de vie dans notre pays, ce qui fait de nous une industrie hautement passionnante regorgeant de métiers attrayants.

Les dossiers politiques nationaux ne dormiront pas non plus dans le tiroir. Sur lesquels Constructionsuisse travaillera-t-elle cette année?

Au début de chaque année, je dresse à l'attention de nos associations membres une perspective personnelle des mois à venir. Ainsi, outre la mise en pratique du droit des marchés publics aux trois échelons fédéraux et les thèmes de politique énergétique, deux dossiers nous solliciteront tout particulièrement: la question de l'économie circulaire et la modernisation du parc immobilier. Il s'agit pour le premier dossier aussi bien de la révision partielle de la loi sur la protection de l'environnement (LPE) visant à développer l'économie circulaire – à la consultation de laquelle Constructionsuisse a pris part – que de la révision de la loi sur le CO₂ pour la période postérieure à 2024.



HANS WICKI

Hans Wicki préside l'association faîtière Constructionsuisse depuis 2016. Il a siégé à la direction des travaux publics du canton de Nidwald et, depuis 2015, représente ce dernier au Conseil des États. Hans Wicki est membre du Parti libéral-radical (PLR).

Quant au second dossier, il s'agira de supprimer les obstacles et les réglementations actuels pour que le taux d'assainissement de 3% du bâti existant puisse être atteint. Nous devons également participer à la décision de savoir si la deuxième étape de la révision partielle de la loi sur l'aménagement du territoire (LAT 2, construction hors zone à bâtir) constitue un contre-projet indirect à l'Initiative pour le paysage. Sans oublier le débat parlementaire imminent autour du droit contractuel de la construction, qui a débuté au premier semestre par une audition au sein de la Commission des affaires juridiques du Conseil national. Il nous faudra de surcroît intensifier la pression pour que soient effectuées les adaptations urgentes et nécessaires de la loi sur les cartels, de sorte que les motions Wicki et Français puissent être mises en œuvre. Enfin, nous devons nous préparer à la révision de l'ordonnance sur les produits de construction (OPCo) entérinant la reprise des prescriptions de l'Union européenne.

●
Sophie Vaucher, collaboratrice de la communication,
secrétariat suisse.ing
Photos: Constructionsuisse